Extrait du Démocratie & Socialisme

http://www.democratie-socialisme.fr

« Social-réformisme » ou la novlangue de Valls

- Politique -

Date de mise en ligne : mardi 29 septembre 2015

Démocratie & Socialisme

Manuel Valls vient de baptiser lui-même (c'est plus sûr) la politique qu'il met en oeuvre. Il s'agirait d'un « social-réformisme ».

Jusque là, pour un socialiste, le réformisme n'avait pas besoin d'être qualifié. Le terme se suffisait en lui-même et signifiait que réforme après réforme, le socialisme (l'égalité des droits sociaux et politiques), devenait plus proche, pour l'ensemble de la population.

S'il devient nécessaire, pour Manuel Valls, de qualifier le réformisme, c'est précisément parce que ce mot a totalement été vidé de son sens, par la droite d'abord, puis par nos deux gouvernements successifs, depuis 2012.

Ce qui est admirable dans la formule de Valls, c'est que les deux termes employés signifient exactement l'inverse de ce qu'ils devraient signifier. C'est un nouvel avatar de la « novlangue » de Georges Orwell, telle qu'il la clouait au pilori dans son roman *1984* : *« La guerre, c'est la paix »*, *« La liberté, c'est l'esclavage »*, *« L'ignorance, c'est la force »*... Avec Manuel Valls, le social, c'est la régression sociale ; le réformisme, c'est la contre-réforme ; *« s'attaquer aux inégalités avant qu'elles ne se forment »*, c'est aggraver, à la source, les inégalités...

Le social, pour Valls, c'est la remise en cause frontale du Code du travail : - le contournement des 35 heures, - 41 milliards d'euros sans contrepartie au patronat, - l'augmentation continue du chômage (1,1 million de demandeurs d'emploi supplémentaires, toutes catégories confondues, depuis mai 2012), - une « flexisécurité » qui signifie la sécurisation des licencieurs et la flexibilité de l'emploi et des salaires, - le détricotage de la Sécurité sociale (retraites, assurance maladie de plus en plus livrées aux fonds de pension et aux société d'assurance), - la diminution des prestations sociales, l'augmentation de la TVA (l'impôt le plus injuste), - la diminution de l'impôt des sociétés, - le nombre de parts de l'impôt sur le revenu figé à 5 après la lamentable comédie de la tranche à 75 %, - l'augmentation constante du nombre de travailleurs pauvres, - la stagnation du Smic, - le gel de la valeur du point dans la fonction publique, - l'extension du travail du dimanche, - le report du point de départ du travail de nuit de 21 heures à 24 heures, - la précarité accrue pour les jeunes avec la possibilité de subir 3 CDD consécutifs, - l'augmentation régulière du nombre de milliardaires (54 en 2013, 67 en 2014)...

Le réformisme, pour Valls, c'est ce que le Parti socialiste qualifiait auparavant de son vrai nom : la contre-réforme. Car les soi-disantes réformes sociales mises en oeuvre par le gouvernement de Manuel Valls sont, dans leur quasi-totalité (à l'exception des postes créés dans l'Éducation nationale), des contre-réformes remettant en cause, les unes après les autres, les acquis sociaux, fruit des luttes du salariat depuis 70 ans.

Comment s'étonner avec ce « social-réformisme », que de plus en plus d'électeurs de gauche choisissent de s'abstenir ? S'il veut empêcher la droite et l'extrême-droite de faire main basse sur la grande majorité des Régions, le gouvernement Valls doit changer de politique et proposer au Parlement de voter, d'urgence, des réformes, des vraies, au profit du salariat qui représente, faut-il le rappeler, 93 % de la population active.

Copyright © Démocratie & Socialisme